

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - novembre 1996 - n° 6

E
D
I
T
O
R
I
A
L

La parole aux Africains

L'afropessimisme n'est pas seulement une affaire d'Européens. Il a aussi une composante africaine dont témoigne plusieurs romans négro-africains de ces dernières années et à laquelle Axel Kabou et Etounga Maguelle ont donné une large audience dans leurs ouvrages aux titres chocs : Et si l'Afrique refusait le développement ? L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ? Lilyan Kasteloot n'a d'ailleurs pas hésité à intituler le dernier chapitre de son anthologie négro-africaine, « Le tournant des années 1980-1990 ou l'afropessimisme ».

S'il existe un lien étroit entre ces deux pessimismes, celui des gens du Nord et celui des Africains, ils ne répondent toutefois pas à la même perception et à la même analyse des choses et surtout ils ne jouent pas le même rôle. Ces deux visions critiques de l'Afrique d'aujourd'hui en crise, ne sont pas superposables, ni interchangeables. La critique africaine est d'abord un cri de révolte, une exigence, et en cela elle est constructive. Elle interpelle d'abord les Africains eux-mêmes.

La critique sans discernement des non-Africains peut en revanche revêtir l'aspect d'un jugement et d'une condamnation, qui masquent mal un complexe de supériorité ainsi que des pré-supposés du développement. Refuser l'afropessimisme, ce n'est pas dénier aux Africains le droit de critiquer leur pays, leurs élites ; ce n'est pas justifier les abus, les dérives et les échecs de l'Afrique, ni approuver les compromissions des coopérations néocoloniales. C'est rappeler aux Européens qu'il est absurde de parler de « continent perdu », que le sous-développement, la misère et les guerres ne sont pas une malédiction, mais des phénomènes historiques dont il convient d'analyser les causes – dont toutes ne se situent pas en Afrique, loin de là, et d'y apporter des réponses pour l'avenir.

En portant « un autre regard sur l'Afrique » la CADE devra donc se tourner du côté des romanciers, des intellectuels, des responsables d'associations et d'institutions africains, afin de leur demander ce qu'ils pensent du regard pessimiste que l'Europe porte sur leur continent, ce qu'ils pensent des discours afropessimistes, ce qu'ils en retiennent, ce qu'ils en récuse.

Les colonnes de la Lettre mensuelle de la CADE sont donc ouvertes aux Africaines et aux Africains, désireux de s'exprimer sur ce sujet.

La CADE est un réseau d'hommes et de femmes qui veulent porter un autre regard sur l'Afrique.

Comité de pilotage :

Claude BAEHREL, Secrétaire Général du CCFD • Sophie BES-SIS, Historienne et journaliste • Claire BRISSET, Directrice de l'Information du Comité français UNICEF • Sylvie BRUNEL, Directeur scientifique à l'AICF • Jacques CHAUMONT, Sénateur de la Sarthe • Jean CLAUZEL, Préfet honoraire • Georges COURADE, Directeur de recherche à l'ORSTOM • Mamadou DEMBELE, Associé-Gérant à SOFIDEX • Eric DEROO, Réalisateur de Télévision • Patrice DUFOUR, Responsable des relations extérieures à la Banque Mondiale • Xavier de FRANSSU, membre de EGE et Eau Vive • François GAULME, Rédacteur en Chef de Marchés Tropicaux • Gilbert Lam KABORE, Journaliste à ENDA Tiers Monde • Michel LEVALLOIS, Préfet honoraire, Délégué d'ENDA Tiers Monde • Madeleine MUKAMABANO, Journaliste à RFI • Gérard WINTER, Ancien Directeur Général de l'ORSTOM.

L'un des principaux objectifs de la CADE, un réseau ouvert à toute initiative novatrice, c'est d'alerter les médias, les décideurs et l'opinion publique sur la diversité de l'Afrique, un continent où l'effervescence vitalité des populations est souvent masquée par les idées reçues.

Secrétariat: tous les après-midi de 14 h à 18 h - 5, rue des Immeubles industriels, 75 011 Paris.
Tel: 01 44 93 87 46/01 44 93 87 40/ Fax: 01 44 93 87 50

Michel Levallois

Où va l'Afrique du Sud ?

La question a été posée par la CADE à Dominique Darbon, directeur du GDR Afrique Australe du CNRS, à Véronique Faure, chercheur au CEAN de Bordeaux et à Jean-Baptiste Onana, juriste, urbaniste et chercheur associé à l'Université d'Afrique du Sud. Cette interrogation était au cœur de la rencontre débat du 23 octobre à l'IAP, à Paris, en présence d'une soixantaine de personnes.

Mgr Desmond Tutu ne compare-t-il pas la nouvelle Afrique du Sud à un arc-en-ciel ? Outre le « caractère multiracial » de la société sud-africaine, Dominique Darbon y voit une référence à la Bible, tant il est vrai que nombre d'observateurs comparent volontiers « l'après-apartheid » au récit de « l'après-déluge » du Livre saint. « Plus jamais cela ! » semble-t-on dire. « L'Afrique du Sud, dit d'emblée le chercheur français, est un pays complexe ; la transition qui s'y déroule est différente de ce que l'on a pu voir ailleurs ; elle s'est négociée et préparée sur une longue période ».

Selon lui, dans ce pays, le développement institutionnel fait appel à la conception américaine de la démocratie qui est basée sur la séparation des pouvoirs et le respect du droit des minorités. En garantissant par exemple la libre « orientation sexuelle », la constitution sud-africaine n'ouvre-t-elle pas « une brèche » dans laquelle pourront s'engouffrer bien d'autres mouvements sociaux ?

Contre-pouvoirs

Les Sud-Africains (les rédacteurs de la nouvelle constitution), affirme-t-il, ont attentivement lu les auteurs américains et sont imprégnés de leur culture de régulation et de contre-pouvoirs. La Cour constitutionnelle joue un important rôle, elle a même déjà rejeté certaines décisions gouvernementales. Même ses membres de tendance ANC ont accepté les contre-pouvoirs massifs des territoires.

Pour Dominique Darbon, le débat institutionnel n'est qu'à ses débuts, « les jeux sont ouverts et tous les protagonistes ont des agendas secrets ». Alors que le Parti national (NP) de Frederick De Klerk, qui a quitté le gouvernement d'union nationale, est victime de scissions internes, le Congrès national africain

(ANC) est lui aussi traversé par différents courants de pensée.

Pour Jean-Baptiste Onana, on peut choisir un regard délibérément optimiste ou exagérément pessimiste. Car on peut regarder l'Afrique du Sud selon trois éclairages : celui du « clivage Blanc-Noir » qui est à base raciale, mais qui est aussi un clivage social : celui d'une communauté multinationale. Mais que signifie « société multiraciale », lorsque des urbanistes aménagent des zones destinées à des communautés homogènes ? Comment interpréter l'usage, aujourd'hui encore, par certaines administrations, « de questionnaires portant sur la race » ? Enfin, celui d'une communauté qui essaie de gérer des conflits d'intérêts, d'harmoniser les droits des uns et des autres.

Opposition critique

Selon l'urbaniste Jean-Baptiste Onana, la situation est grosse de conflits car « aux besoins des uns – en l'occurrence les opprimés et les exclus d'hier –, on oppose les droits des autres – les privilégiés d'hier ». D'ailleurs, poursuit-il, « de mauvais esprits disent que le plan de reconstruction nationale pourrait conduire à une révolte, si l'on ne trouve pas les financements nécessaires ». Faut-il rappeler que certains nantis refusent d'apporter leur contribution ?

Les effets pervers de la « géographie » de l'apartheid se font encore sentir, dans les municipalités par exemple. Certes les *Civics* ont réussi, çà et là, à apporter un minimum de confort dans les *townships*, à réinsérer nombre de Noirs dans des espaces urbains fonctionnels. Mais avec les élections de responsables locaux, leur légitimité pose problème. Car si certains *Civics* (*South African national civic organisation*) ainsi que des *CBOs* (organisation des communautés de base, qui regroupent notamment des Noirs et des Blancs adversaires de l'apartheid) se sont inscrits sur les listes ANC, d'autres en revanche demeurent dans une opposition critique vis-à-vis du pouvoir actuel. Une position on ne peut plus délicate : comment concilier cette attitude critique sans pour autant contribuer à la déstabilisation du nouveau pouvoir ?

En somme, dit Jean-Baptiste Onana, contrairement « aux clichés véhiculés par certains médias, Blancs et Noirs se côtoient, mais

essentiellement dans certains lieux de divertissements pour personnes aisées ». S'agirait-il alors d'une simple alliance de classe ? Comment briser définitivement les tabous et construire une véritable société multiraciale ?

Paix et réconciliation

La commission « Vérité et réconciliation », présidée au départ par Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix 1984, chargée d'instruire le procès de ceux qui ont commis des exactions du temps de l'apartheid, a incontestablement du pain sur la planche. Elle a déjà lavé certaines personnes des accusations portées contre elles.

Même si toutes les familles des victimes ne vont pas se contenter de telles décisions estime Véronique Faure, les procès revêtent un aspect thérapeutique car on privilégie la prise de parole.

Selon elle, « la paix sociale et la réconciliation » sont aujourd'hui des objectifs majeurs. Les bouleversements sont énormes : l'Afrique du Sud est à la recherche d'un « nouveau mythe national », et ces habitants à la recherche de « symboles communs ». Le redécoupage du pays en neuf provinces (dotées d'une autonomie et de pouvoirs substantiels) constitue un nouvel enjeu électoral. Après les années d'ostracisme, le pays a aujourd'hui besoin d'une ouverture extérieure.

Alors, où va l'Afrique du Sud ? La question, classique en apparence, n'a pas moins soulevé des interrogations. Il est vrai que vu de Paris,

l'Afrique se résume souvent aux pays dits francophones du continent.

Ce 23 octobre, à l'IIAP, la réaction de la salle traduisait à la fois ce sentiment mais aussi le souci d'en savoir plus. L'Afrique du Sud ne ressemble-t-elle pas à la Nouvelle Calédonie, partagée entre Kanaks et non-Kanaks originaires de la métropole ? Si le tout multiracial n'y réussissait pas, ne pourrait-on pas envisager une autre formule ? Blancs et Noirs se côtoient aujourd'hui en Afrique du Sud, mais la situation a-t-elle pour autant radicalement changé ? Peut-on indéfiniment gracier des gens qui expliquent à longueur de procès le pourquoi de leurs actes ou qui affirment qu'il ont été, eux aussi, des « victimes du système » ?

question à tiroirs

L'on s'en doute, l'interrogation de départ était bel et bien une question à tiroirs.

Pour Dominique Darbon, « en Afrique du Sud, les conflits sont multiples » et les lignes de clivage ne sont pas forcément là où on les attend : « On peut être Noir et s'allier à un Blanc pour combattre un Noir, et vice versa ». Selon lui, « le fait que les conflits se développent ne signifie pas que tout va mal, certains estimant même qu'ils sont souhaitables ; il y aurait même danger s'ils se focalisaient sur un seul point ; la multitude des conflits prouve qu'au-delà des divergences raciales, l'Afrique du Sud cherche une autre voie ».

Mais Pour Jean-Baptiste Onana, cette voie est semée d'embûches. Même si un

consensus se dégage pour réformer l'école, dit-il, l'exode des Blancs se poursuit. Des entreprises ont vu ainsi partir leur personnel compétent. L'Afrique du Sud joue une partition complexe dit en substance J. Onana, mais deux questions essentielles restent posées : « Comment concilier les justes revendications des uns et les droits des autres ? Comment convaincre les uns et les autres que le temps du partage est venu ? ».

Nouveau départ

La nouvelle constitution, votée le 8 mai 1996 – même si certains articles ont été amendés –, trace pourtant le nouveau cap : « Nous peuple d'Afrique du Sud, reconnaissons les injustices de notre passé ; Honorons ceux qui ont souffert pour la justice et la liberté dans notre pays ; Respectons ceux qui ont travaillé à construire et à développer notre pays ; et croyons que l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, unis dans notre diversité ».

En conclusion, il apparaît que la nouvelle Afrique du Sud est une réalité extrêmement originale pour un observateur français habitué à des constructions institutionnelles et juridiques qui font peu de place aux conflits d'intérêts, aux pouvoirs intermédiaires, à la dynamique des sociétés et des groupes humains.

L'Afrique du Sud est sans conteste un extraordinaire chantier où l'Etat ne joue pas le rôle d'accoucheur de la société mais où celle-ci se construit par le jeu complexe des conflits de toutes sortes.

L'AGENDA DE LA CADE

Mardi 21 janvier 1997

Les PME/PMI en Afrique. Enquête réalisée par la CADE et le CFSI

Mardi 25 février (à confirmer)

Analyse de projets de développement en Afrique

avec Serge Michailof de la Banque mondiale

De 18 à 20 heures à l'Institut international d'administration publique (IIAP) 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris.

Rendez-vous...

L'Observatoire permanent de la coopération française (OPCF) a lancé, début octobre 96, en collaboration avec la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Georges Pompidou à Paris, un cycle de six débats sur « La coopération française ». Les deux premières séances ont porté sur « Le projet français de coopération et son devenir » (10 octobre), « Coopérer avec quel Etat, pour quel Etat ? » (14 novembre).

Les débats devraient se poursuivre autour des thèmes suivants : « Coopération et décentralisation : l'aventure ambiguë » (5 décembre), « La coopération militaire sous le feu des critiques » (16 janvier 97), « La francophonie, enjeu ou objet de coopération ? » (27 février), « Coopération : la France dans l'Europe » (27 mars).

Pour ces débats, l'entrée est libre dans la limite des places disponibles. (OPCF, c/o CFSI, 32 rue Le Peletier, 75 009 Paris. tel.: 01 44 83 88 50/ fax : 01 44 83 88 79)

Lancé le 18 octobre 96, le séminaire du GEMDEV 1996-97 sur « La convention de Lomé-diagnostics, méthodes d'évaluation et perspectives » se poursuivra jusqu'au 20 juin 1997.

Signalons les séances du 13 décembre sur « Stabex et fluctuations des marchés mondiaux/politique commerciale et politique d'aide », du 31 janvier 97, « Lomé et l'intégration régionale » et du 28 février 97, « Aide hors projet et aide à l'ajustement ».

Lieu : Amphithéâtre du Centre Malher, 9 rue Malher, 75 004 Paris, métro St Paul ; 9h30-12h30. (Renseignements GEMDEV, tel. : 01 44 78 33 15/ fax : 01 44 78 33 88).

Présence de l'Afrique dans la presse française

L'afropessimisme est un mot, sinon un concept qui a fait fortune. Que recouvre-t-il ? Est-il vrai que les médias se désintéressent de l'Afrique, qu'ils en parlent de moins en moins, qu'ils privilégient le spectaculaire au détriment du fond ? Peut-on déceler un parti pris dans l'information diffusée et lequel ? Connaître et suivre les informations et les impressions que la presse écrite donne de l'Afrique est une nécessité en cette période d'interrogations sur le sens et l'utilité de la coopération française, sur ce qui se passe en Afrique noire.

En 1992, la publication de l'étude Barosud avait répondu à ces questions, pour le compte de la Commission Coopération Développement (instance permanente de concertation entre les associations de solidarité internationale et les pouvoirs publics français). Ces travaux paraissent, du moins à notre connaissance, n'avoir pas été repris.

Nous lançons donc un appel à tous ceux qui seraient intéressés par la reprise d'un tel projet et à tous ceux qui sous une forme ou sous une autre seraient susceptibles d'y contribuer.

Pour élaborer ce Baromètre de la présence de l'Afrique dans la presse française, nous proposons la piste de travail suivante : un survol semestriel de la presse écrite non spécialisée, quotidiens et hebdomadaires (de Paris et de Province), afin d'identifier les articles signés. Il s'agit d'identifier ces informations, de les classer selon une grille d'analyse qui mettrait en relief la nature et la fréquence des thèmes abordés. L'essai porterait sur le premier semestre 1996.

Michel Levallois

« Il est temps que les arguments de l'afropessimisme cessent d'alimenter le procès du continent et de ses populations dont ils insultent l'avenir » écrit Michel Levallois dans un long article-plaidoyer intitulé « Actualité de l'afropessimisme », paru dans Afrique contemporaine n° 179 (juillet-septembre 1996). Dans ce même numéro, deux dossiers consacrés à l'Afrique du Sud (présentation de la Constitution/transition économique) et au bilan de la dévaluation du franc CFA.

Abonnement de soutien à La Lettre de la CADE :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postale : Ville :

Je désire recevoir pendant un an (9 numéros) La Lettre de la CADE et ainsi soutenir l'activité du réseau. Chèque de 150 francs à verser à l'ordre d'ENDA Tiers-Monde.